

"L'île européenne" dans Le Figaro (29 octobre 1971)

Légende: Dans son éditorial du 29 octobre 1971, le quotidien français Le Figaro commente l'approbation, par le Parlement britannique, du principe de l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen.

Source: FAIZANT, Jacques. Le Figaro. Paris: Le Figaro. 29.10.1971, n° 8.436, 145e année, p.1. "L'île européenne", auteur:Massip, Roger , p. 1.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_ile_europeenne_dans_le_figaro_29_octobre_1971-fr-b6f95ec3-275a-4856-b635-62ef703dc896.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

L'île européenne

« L'Angleterre est insulaire », s'écriait, le 14 janvier 1963, le général de Gaulle, dans une conférence de presse qui allait, pour de nombreuses années, écarter nos amis britanniques de l'Europe.

Après bientôt huit années d'efforts tenaces, jalonnées de discussions ardues, de négociations épuisantes, de conférences difficiles, la Chambre des Communes a tranché le long débat : l'Angleterre reste une île, bien entendu, mais elle a cessé d'être insulaire.

Le scrutin de Westminster, succès personnel pour M. Heath, mérite d'être salué comme un événement majeur dans la mesure où il sanctionne avec éclat une évolution dont on avait pu craindre, un moment qu'elle ne fût remise en question.

Les sondages d'opinion défavorables, les prises de position hostiles de M. Harold Wilson, l'opposition manifestée par un groupe de conservateurs de droite, tout cela ne laissait pas d'être préoccupant.

On s'inquiétait, en particulier, de constater l'ampleur du mouvement que traduisaient les sondages : 70% des citoyens interrogés étaient, en septembre 1966, favorables à l'entrée de leur pays dans le Marché commun. 60% se prononçaient contre au lendemain même de la rencontre Pompidou-Heath, qui devait assurer le succès des négociations.

Le vote approuvant des Communes n'en apparaissait pas moins acquis dès que s'ouvrit le débat, parce qu'en Grande-Bretagne la décision relève moins de ce qu'on pourrait appeler la base que de ceux qui la représentent à Westminster, au point qu'un référendum populaire eût, sans doute, donné un verdict diamétralement opposé.

L'arrivée de l'Angleterre en Europe, son amarrage au continent, surviennent au moment où la Communauté connaît des heures difficiles face à la crise monétaire et aux Etats-Unis, au point qu'un observateur britannique pouvait déclarer récemment, avec humeur : « Nous allons épouser une fiancée qui a perdu une grande partie de sa beauté et de ses attraits ».

Il est bien vrai que les difficultés économiques actuelles ont mis à rude épreuve la solidarité des six Etats continentaux. Le vote du Parlement de Londres n'en est que plus remarquable. Il exprime une volonté très ferme d'engager le Royaume-Uni dans la belle et exaltante aventure européenne en dépit des obstacles auxquels celle-ci se heurte, en dépit des incertitudes qui planent sur son avenir, plus nombreuses aujourd'hui assurément qu'au moment où l'Angleterre décida de frapper à la porte de l'Europe.

Cette volonté, nous en trouvons ailleurs d'autres preuves : par exemple, dans le scrutin du 26 octobre à l'O.N.U., sur l'admission de la Chine populaire et l'expulsion de Formose, qui vit la délégation britannique voter contre les Etats-Unis.

Tout se passa, ce jour-là, comme si Londres avait voulu faire justice des critiques de ceux qui ont si souvent reproché au Royaume-Uni de regarder sans cesse vers le grand large et de vouloir entretenir avec les Etats-Unis des liens étroits et privilégiés.

L'Angleterre change donc bien de cap. Elle s'apprête à affronter avec les Européens bien des tempêtes. Elle espère aussi, n'en doutons pas, partager avec eux toutes les chances de l'avenir.

Roger Massip.